

PRODUCTION VÉGÉTALE Interview

«Il n'y a hélas pas de solution miracle à mettre en œuvre tout de suite»

Responsable du domaine de compétences «Plantes et produits d'origine végétale» d'Agroscope depuis le 1^{er} juin 2021, MANUEL BOSS aimerait œuvrer pour une agriculture et un secteur alimentaire entièrement durables.

Quel a été votre parcours avant d'arriver à Agroscope?

Je suis biologiste de formation. J'ai obtenu un master en sciences végétales à l'Université de Fribourg en 2010. J'ai ensuite travaillé chez Syngenta en tant que technicien académique pour l'amélioration des cultures (crop enhancement). De 2012 à 2019, j'ai occupé un poste lié au marché vitivinicole et à la politique agricole au sein de l'Office fédéral de l'agriculture (OFAG), avant de passer deux ans à Bruxelles, comme conseiller d'ambassade pour l'agriculture à la Mission suisse auprès de l'Union européenne (UE).

Qu'est-ce qui vous a motivé à briguer le poste que vous occupez actuellement?

J'ai été intéressé car ce poste de responsable du domaine de compétences «Plantes et produits d'origine végétale» se situe à l'interface entre la recherche, la politique agricole et la pratique.

«Nous voulons impliquer les agriculteurs dès le début des projets»

C'est une belle combinaison des compétences acquises à travers mon parcours professionnel. Il y a beaucoup à faire pour les agriculteurs suisses mais aussi pour l'ensemble de la population en ce moment. Je veux servir cette belle cause.



Le Bienneis Manuel Boss, ici à Liebefeld (BE), à proximité du siège principal d'Agroscope, est responsable de groupes de recherche sur différents sites en Suisse.

L. PILLONEL

Comment avez-vous vécu les premiers mois de ce nouveau défi professionnel?

Ils ont été conformes à mes attentes. J'ai rejoint Agroscope dans une période très animée, marquée par la mise en œuvre de la stratégie d'implantation des sites. Celle-ci comprend des nouvelles stations d'essais gérées conjointement avec la pratique, la vulgarisation et les Cantons. Je suis responsable de celle d'Ins, dédiée aux cultures maraîchères, ainsi que du réseau de compétences Fruits et baies. Les premiers projets vont être lancés cette année.

Pouvez-vous décrire les missions de votre domaine de compétences?

Nous jouons le rôle de plaque tournante entre la recher-

che appliquée, la pratique, la législation agricole et son exécution. Notre but consiste à mettre en pratique les nouvelles connaissances générées par notre recherche et à soutenir la mise en œuvre de la législation en matière de produits phytosanitaires, de semences ou encore de protection contre les organismes nuisibles.

Quelle place réservez-vous aux agriculteurs?

Nous voulons les impliquer dès le commencement des projets, trouver des solutions avec eux. Ils disposent de précieuses connaissances et compétences pratiques que nous souhaitons jumeler avec les nôtres. Dans le cadre du réseau de compétences Fruits et baies, nous avons créé un événement au-

quel quiconque avait une bonne idée, ou l'envie de s'investir, pouvait prendre part. Une trentaine d'acteurs, dont des agriculteurs, ont participé.

Sur quels thèmes les pôles dont vous êtes responsable vont se pencher?

L'accent sera mis sur toutes les dimensions de la durabilité. Le maintien du même niveau de production, tout en limitant au maximum l'impact sur l'environnement, reste la priorité numéro un. Toujours dans le cadre des stations d'essai, des projets portant sur le développement de traitements UV-C contre le mildiou, l'agrivoltaïque ou des modes alternatifs de production se concrétisent. Mais nous mettrons aussi encore plus fortement l'accent

sur la recherche systémique dans nos autres activités.

La recherche de la durabilité implique-t-elle, selon vous, de privilégier un mode de production plutôt que d'autres?

Non. Je vous rappelle qu'Agroscope travaille pour tous les modes de production. Selon moi, on peut trouver de bonnes idées dans toutes les différentes approches. Face à des problématiques comme le changement climatique, de nombreux facteurs entrent en jeu, de la sélection à la production. Se concentrer sur un seul système reviendrait à s'auto-limiter.

Quels autres acteurs faut-il aussi inclure dans les projets de recherche agricole?

La numérisation et l'évolution de la robotisation rendent nécessaire l'implication de partenaires technologiques qui apportent ces connaissances spécifiques. Nous devons aussi collaborer plus étroitement avec le commerce.

«J'ai acquis une vision globale de la politique agricole suisse en travaillant à Bruxelles»

Dans votre présentation sur le site d'Agroscope, votre volonté de vous concentrer sur les conflits d'objectif est évoquée.

A quels conflits pensez-vous?

Je pense notamment au maintien d'une production à même de nourrir la population tout en réduisant l'utilisation de produits phytosanitaires ou en limitant les pertes de nutriments. D'après moi, il ne devrait en fait pas y avoir de conflits d'objectifs entre la production et la préservation de l'environnement, qui est à la base de la production.

Le retrait de matières actives occasionne pourtant

des pertes de rendement dans certaines productions...

Il n'y a hélas pas de solution miracle à mettre en œuvre tout de suite. J'admets que les agriculteurs sont sous pression et que certains d'entre eux estiment que la recherche concernant des méthodes alternatives de production ou la sélection de nouvelles variétés va trop lentement. Mais je vous assure que les chercheurs font au mieux. Nous devons constamment expliquer nos projets dans le but de limiter les risques de frustration et de confrontation.

Que pensez-vous de la volonté actuelle de transformer la politique agricole en politique agro-alimentaire?

Je trouve que c'est la voie à suivre. L'agriculture ne doit et ne peut pas être découplée du secteur alimentaire. Les consommateurs influent significativement ce que l'agriculture produit et, par conséquent, son impact sur l'environnement.

Vous avez travaillé à la Mission suisse à Bruxelles. Comment l'UE perçoit-elle notre politique en matière d'agriculture?

J'ai ressenti beaucoup d'intérêt pour notre approche de la part de nos partenaires européens. Une grande partie de leurs instruments ressemble aux nôtres. La politique agricole commune de l'UE, dont la mise en œuvre est prévue pour 2023, vise aussi à poursuivre l'écologisation de l'agriculture, tout en assurant une production rentable.

Que vous a apporté d'autre votre passage à Bruxelles?

Aussi étonnant que cela puisse paraître, c'est en travaillant à Bruxelles que j'ai acquis une vision globale de la politique agricole suisse. En tant que conseiller agricole pour la Mission suisse, je devais me renseigner sur toutes les évolutions des dossiers de part et d'autre et miser sur le réseautage.

PROPOS RECUEILLIS PAR LUDOVIC PILLONEL

PUBLICITÉ

OFFREZ-VOUS UN GRAND ÉCLAT DE RIRE!

100 dessins de Mibé présentés par Karine Etter

AGRI KIRI 3

Agri

Fr. 18.-
(+ frais d'envoi)

100 dessins de Mibé parus dans Agri, présentés par Karine Etter

Editions Agri, 66 pages couleurs, couverture cartonnée, dimensions 17,5 x 23,3 cm

Bulletin de commande

Je souhaite exemplaire(s) du livre Agri Kiri 3 à Fr. 18.- (+ frais d'envoi)

Nom : Prénom :

Rue :

NPA / Localité : Téléphone :

Date : Signature :

Commande par courriel à : cblanc@agrihebdo.ch

Bulletin à retourner à : Journal Agri, Secrétariat, CP 1080, 1001 Lausanne